

### Terre, vie et subsistance

La route qui mène au village de Kyekyeweri trace la démarcation entre le passé et l'avenir. C'est une longue balafre dans la vie et la terre de ceux et celles pour qui Kyekyeweri est le foyer. D'un côté, le cratère d'une mine à ciel ouvert d'où s'élèvent les nuages de poussière formés par l'activité des lourdes machines qui creusent la terre. De l'autre, les ruines dévastées de Kyekyeweri, un village où vivaient les habitants qui, comme leurs aïeux, cultivaient les terres fertiles des collines de Tarkwa, dans le sud-ouest du Ghana.

En mars dernier, un membre de l'équipe d'Inter Pares s'est rendu à Kyekyeweri en compagnie de nos homologues de Third World Network Africa. Cette organisation appuie le combat de nombreuses communautés de la région touchées par les activités minières. Kyekyeweri n'est pas un cas isolé. Il y en a d'autres au Ghana et ailleurs. C'est l'histoire répétée de peuples expropriés, spoliés de leurs ressources.

Les sociétés minières multinationales – dont certaines sont canadiennes – s'intéressent à la région de Tarkwa. Ce n'est pas l'histoire des villages ou l'avenir de la population qui leur importent. Loin de là! Elles en ont après l'or que recouvrent les champs de maïs, les forêts et les rivières. Pour l'exploiter, ces sociétés ont exproprié les cultivateurs moyennant une médiocre indemnisation pour la perte de leurs maisons et de leurs récoltes. Elles ont privé des hommes et des femmes de leurs droits ancestraux à la terre et aux moyens de subsistance. Et, à Kyekyeweri, avec l'aide de la police nationale, on a mis le feu au village dont il n'est pas resté pierre sur pierre et on a roué les habitants de coups; il y a eu plusieurs blessés. Sans domicile, les villageois sont restés dans leur village, dormant sous les arbres et



*Yao Graham et Thomas Akabzaa de Third World Network Africa lors de la présentation des résultats de leur recherche sur l'impact des activités minières dans la région de Tarkwa, au Ghana, à la Conférence internationale sur les activités minières et les conflits en Afrique.*

Photo : African Agenda

résistant à toute tentative de relocalisation dans l'espoir d'obtenir une juste compensation pour la perte de leurs récoltes et de leurs terres.

Au Ghana, l'extraction aurifère n'est pas nouvelle. Des siècles durant, les mineurs locaux ont exploité l'or pour l'utiliser comme monnaie d'échange et dans la fabrication de bijoux, aux fins du commerce ou pour la consommation locale. Il s'agissait d'opérations à petite échelle qui coexistaient avec d'autres activités économiques comme l'agriculture et la sylviculture. Aujourd'hui, ces petits exploitants ont cédé la place aux énormes multinationales australiennes, britanniques, américaines et canadiennes.

En Afrique, comme ailleurs, les colonisateurs ont érigé le pillage en régime d'exploitation des ressources naturelles et des êtres humains dans le seul dessein d'enrichir les métropoles. La fin de l'ère coloniale a fait naître l'espoir que les nouveaux États souverains mettent un terme à l'exploita-

tion et créent des économies nationales soucieuses du bien-être de tous.

Malheureusement, les cinq dernières décennies de « développement » n'ont pas permis la réalisation de cette promesse. Les politiques socio-économiques imposées par les institutions financières et les bailleurs de fonds internationaux ont tant affaibli les gouvernements des anciennes colonies qu'ils ont été contraints à rendre leurs économies plus attirantes aux yeux des investisseurs étrangers. Le nouvel ordre économique est curieusement semblable à l'ancien. Les pays du Tiers-Monde décrivent, en effet, cette époque comme celle de la « re-colonisation ».

Ce processus n'est pas inévitable. Comme à l'ère coloniale, partout dans le monde, dans les villes et les villages, les gens s'organisent pour défendre les ressources, les rivières, les forêts et les terres agricoles dont dépend leur survie. Ce *Bulletin* présente les efforts déployés en ce sens et qu'Inter Pares et ses homologues appuient.

## Défendre la terre

Les communautés autochtones des îles méridionales des Philippines ne sont accessibles qu'à pied ou en moto-cyclette, les fameux *habal-habal*. Elles vivent dans des régions de collines et de montagnes dont les flancs sont plantés de riz et de maïs. Dans un même village, on trouve plusieurs chapelles et même une salle communautaire, mais rarement une école ou un dispensaire.

De toutes ces îles, Mindanao est la plus grande. Elle regorge de ressources naturelles et jouit d'une population diverse. Les Lumads, groupes autochtones des Philippines, et les Moros, groupes autochtones ayant adopté l'Islam, ainsi que les colons chrétiens venus des quatre coins du pays en quête de terres et de moyens de subsistance constituent les trois peuples de Mindanao. Malgré leurs conceptions différentes de la propriété, bien souvent, ils se sont retrouvés unis dans la lutte pour la terre, la justice, la démocratie et le droit à l'auto-détermination.

Pour les Moros et les Lumads qui ont résisté pendant des siècles aux différentes formes de colonisation et d'oppression, espagnole, américaine et japonaise, la réaffirmation de leurs droits ancestraux à la terre est un élément essentiel de la lutte. Les entreprises d'exploitation minière et forestière nationales et multinationales ont continué d'opprimer et de déplacer les populations autochtones. La Loi d'exploitation minière promulguée en 1995 par le gouvernement philippin a facilité la mainmise des entreprises étrangères sur de vastes superficies et leur exploitation. En dépit de la prohibition de l'exploitation forestière, ces entreprises effectuent régulièrement des coupes à blanc. Le combat pour l'auto-détermination et l'autonomie que mènent les Moros et Lumads depuis des générations a provoqué la répression brutale des gouvernements successifs soucieux de maintenir leur hégémonie sur ces riches contrées. C'est pourquoi Mindanao est encore aujourd'hui une zone hautement militarisée.

## Salween : Fleuve de vie

Impétueux et immense, le majestueux fleuve Salween coule librement. Il prend sa source dans le plateau tibétain et serpente à travers la Birmanie pour se jeter dans la mer d'Andaman. Cet écosystème déborde de vie : des plantes aquatiques, des espèces de poissons rares, des forêts épaisses et des populations dont la survie depuis des générations dépend de la richesse fluviale. Le Salween est un fleuve nourricier qui offre aux populations poissons et eau propre tout en régularisant le cycle aquatique de la région. Pour beaucoup, le fleuve n'est pas seulement source de vie mais aussi le cœur de leur identité culturelle.

Aujourd'hui, on considère aussi que l'énergie du Salween est une ressource à exploiter par la construction de barrages hydro-électriques.

Depuis 1988, l'année de la brutale répression des promoteurs de la démocratie, la junte militaire au pouvoir en Birmanie a fait construire plus de cent barrages. Le Salween est sa prochaine cible. Grâce aux

fonds japonais et thaïlandais, la première phase de la construction du barrage de Ta Sang dans l'état de Shan a déjà débuté. Des centaines de milliers de personnes ont été forcées à quitter les berges du Salween et de ses affluents sans indemnisation. Si le barrage devait être achevé, ils ne rentreraient jamais chez eux. À ce jour, au moins cent mille Shans et membres d'autres groupes ethniques ont fui vers la Thaïlande où on ne leur reconnaît pas le statut de réfugié; en conséquence, ils ne reçoivent aucune aide des autorités. Il a été prouvé que ceux et celles qui refusent de partir sont tués par les



L'homologue d'Inter Pares, Tri-People Concern for Peace, Progress and Development (Tricom), a été créée afin d'aider les communautés Moros et Lumads de Mindanao et des îles avoisinantes à récupérer leurs territoires, à gérer leur économie et leur développement politique et culturel et à promouvoir la collaboration entre les trois peuples. En les renseignant sur la teneur de la Loi sur les droits des peuples autochtones, par la recherche sur les pratiques, les connaissances et la généalogie autochtones et les délimitations territoriales, Tricom aide les Moros et Lumads à préparer et soumettre leurs revendications territoriales. Tricom offre aussi une formation pour l'utilisation de technologies agricoles appropriées; avec les communautés autochtones, elle met au point des programmes de reforestation, de gestion des ressources

aquatiques, de culture et de production de semences.

Tricom met aussi sur pied des programmes intégrés pour améliorer les compétences et les revenus des femmes et promouvoir la reconnaissance de leur rôle essentiel dans la société et dans les activités productives. Tricom facilite leur accès à l'éducation dans les domaines de la santé et des techniques sanitaires. Certaines mères ont été formées pour répondre aux besoins éducatifs de la petite enfance dans ces régions éloignées.

Avant toute chose, Tricom a établi des relations de respect et de confiance avec ces communautés. Elle soutient les efforts conjugués des trois peuples en faveur de la paix et de la justice. Elle s'est engagée à les accompagner dans leur combat pour la défense de leurs droits à gérer et maîtriser leur propre développement.

militaires. La protection du barrage et des lignes de haute tension justifiera sans aucun doute une présence accrue de l'armée et la militarisation de l'État du Shan.

La Birmanie est réputée pour sa politique de travail forcé qui a fait l'objet d'une condamnation récente par l'Organisation internationale du travail. Hommes et femmes, jeunes et vieillards, sont enrôlés de force dans de vastes projets d'infrastructure comme la construction d'oléoducs, de lignes de chemin de fer, d'hôtels et de sites touristiques. Il règne un climat de peur et de violence. Viols et bastonnades sont monnaie courante. Les organismes de défense des droits de la personne craignent que la construc-

tion du barrage de Ta Sang ne fasse pas exception à la règle.

Salween Watch, une coalition d'organismes appuyée par Inter Pares, surveille les activités de la dictature birmane dans le bassin du Salween. Depuis 1998, Salween Watch réunit des groupes thaïlandais de protection de l'environnement et des ONG internationales afin d'échanger des informations et d'examiner les conséquences de la construction de barrages avec les membres des organisations Shan. Salween Watch réclame un moratoire sur toutes les activités de développement hydro-électrique jusqu'à la restauration de la démocratie en Birmanie.

La détérioration constante de la qualité de l'eau, de l'air et de la terre affecte la nature et les individus qui ont adapté leur mode de vie en conséquence. Les atteintes à l'environnement et aux droits de la personne sont inextricablement liées. Des sociétés saines exigent un milieu sain. Des organismes comme Salween Watch œuvrent pour que la démocratie birmane soit édifiée sur des assises solides, durables et respectueuses de l'environnement.



Photo : Philip Gain

## Les gens ne sont pas des biens marchands

Qui dit exploitation des ressources dit extraction minière ou pétrolière, coupes à blanc des forêts et pêche effrénée. On pense aussi à la déforestation pour favoriser l'agriculture industrielle comme la culture du blé ou des roses et l'élevage bovin ou encore la pisciculture dans des viviers. On ne pense jamais à sa forme la plus cruelle et la plus sauvage, l'exploitation des êtres humains.

Il existe dans le monde moderne une idée des plus pernicieuses selon laquelle les gens sont une « ressource » ou un « capital ». Trop souvent, les êtres humains sont réduits à des unités économiques évaluées, exploitées et rejetées en fonction de leur utilité pour la croissance économique et de leur efficacité dans la production des biens et de la richesse. Dans cette équation

économique, les gens sont délibérément exploités au même titre que l'or ou le pétrole et souvent avec moins d'égards et moins de réglementation. Ils bénéficient rarement d'une réglementation similaire à celle qui assure la protection de l'environnement; ils sont souvent considérés comme un produit de consommation plus encore que les montagnes, les forêts ou les plaines où ils vivent.

On les déracine pour édifier des barrages. On les déplace pour construire des routes, des mines, des oléoducs ou des usines ou pour travailler dans l'agro-industrie. On les arrache de chez eux pour les forcer au travail, voire les réduire en esclavage dans le cadre de projets de développement économique tous azimuts. S'ils résistent, on les massacre comme en

Colombie, au Brésil, au Nigéria, au Libéria ou en Birmanie.

Lorsqu'ils se déplacent « volontairement » fuyant les ravages du progrès et pour assurer un avenir à leurs enfants dans les zones urbaines naissantes, ils se retrouvent dans des bidonvilles gagnant leur vie sans bénéficier de droits ni de protection. Lorsqu'ils tentent de traverser la frontière en quête de meilleures chances dans l'économie mondiale, ils connaissent le sort précaire de ces apatrides invisibles évalués par un monde cupide en fonction des années de travail illégal bon marché qu'ils peuvent fournir. Ils sont exploités, opprimés et même tués sur le chemin d'un rêve qui ne tiendra ses promesses que pour ceux et celles qui réussiront à passer à travers les mailles du filet.

Ainsi, le trafic d'êtres humains est devenu l'une des entreprises commerciales illégales les plus lucratives au monde, rivalisant même avec le trafic des narcotiques. Le trafic des personnes est axé sur leur utilisation comme apprentis dans des conditions dangereuses et illégales sans la moindre protection et redevables à jamais aux trafiquants et à leurs « employeurs ». Dans sa forme la plus abjecte, ce trafic se transforme en traite en tous genres où chaque année, dans chaque pays et sur chaque continent, le Canada ne faisant pas exception à la règle, des centaines de milliers de jeunes femmes et d'enfants sont vendus comme esclaves, voire esclaves sexuels.

Dans des lieux aussi divers que le Mexique, la Colombie, la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie et les Philippines, Inter Pares apporte son appui aux organisations qui rassemblent l'expérience des réfugiés, des déplacés et des personnes migrantes et qui défendent et protègent les droits des personnes déracinées par la violence et l'exploitation. Au plan international, Inter Pares contribue aux activités des organisations Migrant Rights International et du December 18 Network on Migrants Rights en soutenant les efforts conjoints de ces deux organisations pour la promotion de l'inclusion des droits des travailleurs migrants dans les conventions internationales sur les droits de la personne et dans les législations nationales.

C'est seulement lorsque les gouvernements finiront par accorder la priorité à la reconnaissance et à la protection de la vie et des moyens de subsistance des membres des communautés nationales et des droits de ceux et celles qui s'aventurent hors de chez eux en quête de nouvelles chances que l'on pourra dire que la mondialisation est bénéfique et prometteuse.

## Le Canada et le commerce militarisé

Nous nous considérons comme un peuple humain qui défend les valeurs démocratiques et les droits de la personne dans le monde. Il est vrai que le Canada a une réputation méritée dans les activités de maintien de la paix et dans l'assistance aux pays les plus pauvres.

Par ailleurs, nous commençons à peine à nous apercevoir de la face cachée de notre action. À mesure que les entreprises canadiennes accroissent leur participation dans l'économie mondiale, il devient évident que le respect des droits élémentaires a cédé la place à la recherche effrénée du profit. De plus, il semble que le gouvernement canadien ne peut ou ne veut rien faire lorsque nos entreprises sont impliquées dans des violations des droits de la personne qui accompagnent l'exploitation des ressources.

L'affaire Talisman Energy, une société de Calgary à l'œuvre au Soudan, a fait couler beaucoup d'encre. L'entreprise et les actionnaires empochent d'énormes profits, résultat de l'exploitation pétrolière au Soudan, alors que bat son plein une guerre qui a déjà fait deux millions de morts et quatre millions de déplacés. La rente pétrolière permet au gouvernement soudanais de continuer à acheter des armes, des chars, des hélicoptères et des bombardiers. En avril dernier, des dirigeants d'églises canadiennes se sont rendus au Soudan. Ils en sont revenus avec la conclusion que « l'exploitation pétrolière est responsable de la mort et de l'exil d'innombrables personnes qui ont fui leur foyer et qui errent en quête d'un avenir incertain ». Le père Macram Max Gassis, un responsable catholique soudanais, affirme que des entreprises pétrolières comme Talisman « sont aussi meurtrières que le gouvernement soudanais ». En dépit des condamnations internationales, Talisman refuse de quitter le Soudan, prétextant que sa présence est utile à la population, bien que tout indique le contraire.

En Birmanie où règne aussi le chaos, les entreprises canadiennes se sont jointes avec avidité à la course aux investisse-

ments lancée par la dictature militaire. La junte birmane met à leur disposition une main d'œuvre docile et une population matée depuis que le mouvement pour la démocratie a été écrasé après le massacre de milliers de civils lors des manifestations pacifiques de 1988. Parmi les gros investisseurs canadiens se trouve Ivanhoe Mines. Au moins sept autres entreprises canadiennes prennent part à l'extraction minière. Une entreprise canadienne d'hélicoptères a été mêlée au scandale du gazoduc de Yadana construit avec le recours au travail forcé. Comme l'économie birmane est presque entièrement aux mains des militaires, les investisseurs étrangers se rendent complices de la junte qui garde le pays sous sa coupe.

En 1997, le Canada a imposé à la Birmanie un régime de sanctions économiques limité. Mais contrairement aux sanctions infligées par les États-Unis, celles du Canada ne touchaient pas les investissements. Au cours du premier trimestre 2000, le Canada occupait le deuxième rang parmi les investisseurs étrangers en Birmanie. Les sanctions canadiennes ont été si inefficaces que les importations de Birmanie ont en fait doublé depuis 1997.

Si les exemples du Soudan et de la Birmanie ne sont que les cas les plus flagrants et les plus médiatisés de la collusion des entreprises canadiennes avec des régimes corrompus, il en existe bien d'autres. Dans l'État d'Orissa en Inde, trois villageois ont trouvé la mort au cours d'une manifestation contre une autre entreprise d'exploitation minière canadienne. En Colombie où la guerre fait des ravages, les entreprises pétrolières et minières participent activement à l'exploitation des ressources naturelles et les hélicoptères canadiens vendus au gouvernement américain sont utilisés dans des opérations de contre-insurrection soutenues par les États-Unis.

La plupart des Canadiens et Canadiennes condamnent les entreprises qui profitent de la misère et de la souffrance d'autrui. Il est encore plus



Illustration : Jean Soutlard

scandaleux de constater que dans certains cas, les contribuables canadiens souscrivent malgré eux aux activités internationales d'entreprises nationales qui bénéficient d'une gamme de subventions.

Il est urgent que le Canada mette au point les outils législatifs lui permettant de réglementer et, si nécessaire, de faire cesser les activités des entreprises canadiennes si elles sont la cause de violations des droits de la personne ou bien si elles aboutissent à la destruction de l'environnement et des moyens de subsistance des populations. Le gouvernement peut, entre autres, amender la Loi sur les mesures économiques spéciales et prendre des mesures fiscales qui décourageraient les entreprises engagées dans des activités commerciales à caractère militaire.

Les Canadiens doivent être plus attentifs. Les consommateurs doivent rechercher le nom du pays d'origine des produits qu'ils achètent. Les investisseurs doivent être conscients de ceux que leur argent appuie.

Il est indispensable que les entreprises canadiennes contribuent au respect des droits de la personne et à la protection de l'environnement. Si elles sont incapables de se discipliner, alors, le gouvernement canadien se doit d'agir au nom des citoyens et citoyennes.

